

Unité inter-départementale Haute-Pyrénées-Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes Cedex 09

Tarbes, le 22/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Centre Hospitalier de Bigorre

Boulevard de Lattre de Tassigny
BP 1130
65000 TARBES

Références : 2022-0123

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2022 dans l'établissement Centre Hospitalier de Bigorre implanté Boulevard de Lattre de Tassigny BP 1130 65000 TARBES. L'inspection a été annoncée le 06/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Centre Hospitalier de Bigorre
- Boulevard de Lattre de Tassigny BP 1130 65000 TARBES
- Code AIOT dans GUN : 0006802701
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le centre Hospitalier de Bigorre dispose d'installations de refroidissement d'air soumises à déclaration avec contrôle périodique, ainsi que d'équipements frigorifiques ou climatiques utilisant des gaz à effet de serre fluorés soumis également à déclaration avec contrôle périodique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'arrêté de mise en demeure du 8 juin 2021 ;
- suite de l'inspection du 6 mai 2021 relative au respect des exigences de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des

- installations classées pour la protection de l'environnement ;
- suivi des dispositions des articles R543-75 et suivants du code de l'environnement, notamment celles encadrant l'utilisation et le stockage des fluides frigorigènes, ainsi que de l'arrêté du 29/02/2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des effluents industriels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.3	/	Sans objet
Qualité des rejets de purges	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.5	/	Sans objet
Contrôle périodique	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512.55	/	Sans objet
Fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 16/10/2007, article Art. R.543-79-1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Risques légionelles	AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article 1	/	Sans objet
Gestion des effluents aqueux	AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article 2	/	Sans objet
Analyse méthodologique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1	/	Sans objet
Contrôle périodique	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512.55	/	Sans objet
Risques légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2	/	Sans objet
Risques légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2	/	Sans objet
Risques légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.b	/	Sans objet
Fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-78	/	Sans objet
Fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-106	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Fluides frigorigènes	Règlement européen du 16/09/2009, article 11	/	Sans objet
Fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 16/10/2007, article Art. R. 543-79 et Art. R. 543-81	/	Sans objet
Fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R543.82	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 17 février 2022 a permis de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure du 06 juin 2021. L'arrêté de mise en demeure susvisé peut donc être levé.

Cette inspection a également permis de vérifier l'ensemble des actions mises en place par l'exploitant pour se conformer aux exigences de l'AM du 14/12/2013 relatif à l'exploitation de tours aéroréfrigérantes. La révision de l'AMR (Analyse méthodologique des Risques) a découlé sur un plan d'amélioration que l'exploitant doit s'approprier. Le suivi des actions doit être tracé (responsable de l'action, échéance et détail des travaux réalisés), notamment les procédures relatives à la gestion des bras morts. Deux faits susceptibles de suite ont été identifiés concernant le rejet non canalisé de la purge issue de la vidange de la canalisation d'équilibrage des deux tours aéroréfrigérantes, ainsi que le non-respect des valeurs limites des rejets aqueux issus de ces installations.

L'inspection a également pu constater, lors de cette visite, une bonne appropriation et gestion des installations utilisant des gaz fluorés à effet de serre. Un fait susceptible de suite a été identifié concernant l'apposition d'une marque de contrôle des tests d'étanchéité sur les équipements soumis.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Risques légionelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Risques légionnelles
Prescription contrôlée Le centre hospitalier de Bigorre, pour l'installation qu'il exploite sur le territoire de la commune de Tarbes, est mis en demeure, sous 4 mois, de disposer d'une analyse méthodique des risques.
Constats : L'analyse méthodologique des risques a été mise à jour par la société Bureau Véritas (rapport N°003711-7332614-1) le 18/10/2021. L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des effluents aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des effluents aqueux
Prescription contrôlée Le centre hospitalier de Bigorre, pour l'installation qu'il exploite sur le territoire de la commune de Tarbes, est mis en demeure, sous 3 mois, de disposer soit d'une convention de rejet pour ses rejets d'eaux industrielles dans le réseau d'assainissement communal, soit de proposer une solution de rejet alternative dans le milieu naturel (rejet superficiel) dans le cadre d'un dépôt de dossier de porter à connaissance, en justifiant que les rejets ne porteront pas atteinte au milieu récepteur.
Constats : La convention de déversement au réseau communal de la CATLP a été signée le 11 octobre 2021. L'article 2 de l'arrêté de mise en demeure peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse méthodologique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.71
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>.....</p> <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none">- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.
Constats : La révision de l'AMR (Analyse méthodologique des Risques) d'octobre 2021 a découlé sur un plan d'amélioration que l'exploitant doit s'approprier. Le suivi des actions doit être tracé (responsable de l'action, échéance et détail des travaux réalisés).
<p>Le plan d'entretien et de maintenance doit être complété, afin notamment d'améliorer la traçabilité de certaines opérations (nettoyage des sondes, entretien des filtres, archivage des certificats d'étalonnage,...).</p> <p>Le plan de surveillance doit également être complété : aucune valeur cible pour le paramètre turbidité n'a été défini. Tous les autres paramètres (pH, température, TH, TAC, chlorure,...) disposent de valeurs seuils.</p> <p>Le bras mort identifié lors de l'inspection de 6 mai 2021 a bien été repris dans l'AMR révisée : il s'agit de la canalisation d'équilibrage du niveau entre les deux tours aéroréfrigérantes (TAR). Cette canalisation dispose de 3 vannes de purge. En dehors des opérations d'équilibrage, la canalisation est déconnectée du réseau des TAR par 2 vannes puis vidangée via 3 vannes de purges. Lors de la visite sur site, il a pu être constaté que les vannes de purges étaient bien ouvertes (absence d'eaux stagnantes). Toutefois, cette gestion du bras mort par vidange du circuit n'est pas formalisée dans une procédure. Ce point a été identifié dans la mise à jour de l'AMR (référence 2021/10-18-55).</p> <p>Un autre bras mort a été identifié dans le cadre de l'AMR (présence de bras morts d'exploitation au niveau des pompes de recirculation avec 2 pompes en fonctionnement et 1 en secours). L'exploitant gère ce bras mort en réalisant une permutation des pompes en fonctionnement tous les 3 jours mais sans aucune formalisation.</p> <p>L'exploitant doit formaliser sur une procédure spécifique la gestion de ces 2 bras morts.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : gestion des effluents industriels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte des eaux
Prescription contrôlée a) Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales ; b) Les eaux résiduaires de l'installation sont évacuées dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessous ou éliminées dans un centre de traitement des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après ; c) Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.
Constats : Les eaux de purge de la conduite d'équilibrage entre les TAR (bras mort) ne sont pas collectées vers un réseau d'eaux résiduaires : actuellement, les eaux de purges se déversent sur le sol de la zone (sol imperméabilisé mais non étanche avec présence de fissures). L'exploitant doit mettre en place avant la prochaine opération de purge un dispositif de collecte permettant d'envoyer ces eaux de purges vers le réseau d'eau résiduaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512.55
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée: Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement « au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ».
Constats : Lors de l'inspection du 6 mai 2021, le rapport de contrôle périodique relatif à la rubrique 2921 relative aux installations de refroidissement et effectué le 30 septembre 2020 par Bureau Veritas avait été regardé. Il révélait 7 non-conformités (non majeures). Certaines ont été corrigées : étalonnage des appareils de mesure, étiquetage des produits chimiques, panneautage du port ds EPI, complétude carnet sanitaire. L'exploitant devait, suite à l'inspection de 2021, se positionner sur deux non-conformités : l'accès sécurisé aux parties hautes des installations et la présence de bras morts. Ces deux non-conformités ont été reprises dans l'AMR révisé au niveau du plan d'amélioration. Concernant l'accès sécurisé aux parties hautes de la TAR, l'exploitant a consulté la société Neresi pour la mise en place d'un garde-corps. Le devis vient d'être transmis à l'exploitant qui souhaite consulter d'autres prestataires. L'exploitant devra sous 1 mois transmettre à l'inspection le bon de commande et réaliser les travaux dans un délai ne pouvant dépasser 6 mois. Concernant l'identification des bras morts, elle a eu lieu dans le cadre de la révision de l'AMR. Concernant les contrôles périodiques des autres activités (installations 2910 et 1185), l'inspection du 6 mai 2021 avait identifié que ces derniers n'avaient pas eu lieu. L'exploitant s'était engagé à faire réaliser rapidement ces contrôles. Le contrôle périodique sur les installations 2910 a été réalisé par la société APAVE le 16/07/2021. 2 non-conformités majeures ont été identifiées : <ul style="list-style-type: none">• Art 2.10 : La rétention des cuves de fioul présente des fissures et n'assure pas le respect du volume minimal de rétention : l'exploitant a engagé des travaux de réfection de la rétention fin 2021. Ce point n'a pas été vu en inspection.• Art.6.2.4 : Mesure de NOX sur la chaudière n°1 et 3 > 150 mg/Nm3 (rapport Apave n°11070186-00-1) Le contrôle complémentaire de l'APAVE prévu un an après le contrôle initial permettra de lever les non-conformités. Si des non-conformités majeures persistent à l'issue du contrôle complémentaire, en application de l'article R. 512-59-1 du Code de l'Environnement, l'organisme agréé est tenu de saisir l'autorité compétente (DREAL). Le contrôle périodique sur les installations 1185 a été réalisé par la société Bureau Veritas le 10/08/2021. Aucune non-conformité majeure n'a été identifiée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risques légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Risques légionnelles
Prescription contrôlée: L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : [...] - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
Constats : Lors de l'inspection du 6 mai 2021, il avait été identifié un non-respect de l'article 3.7.IV.2 de l'AM du 14/12/2013, le carnet de suivi ne respectant pas l'ensemble des exigences réglementaires notamment au niveau du suivi des opérations d'entretien et de surveillance. Lors de l'inspection du 17 février 2022, l'exploitant a présenté le cahier de suivi et notamment le journal d'intervention qui répertorie bien l'ensemble des opérations réalisées sur les TAR.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risques légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Risques légionnelles
Prescription contrôlée L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi. [...] Sont annexés au carnet de suivi : - le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
Constats : Lors de l'inspection du 6 mai 2021, il avait été identifié que le plan des installations n'était pas à jour : entre autres, les points de prélèvement ne figuraient pas. L'exploitant a mis à jour le plan des installations qui identifie bien les circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques,... Le plan des installations a été présenté lors de l'inspection et n'appelle pas d'observation de la part de l'inspectrice.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risques légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Risques légionnelles
Prescription contrôlée /Article 3.7.2.b) [2] L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.
Constats : L'exploitant dispose d'une stratégie de traitement établie par son traiteur d'eau le 23 février 2018. La stratégie a été mise à jour le 18/10/2021 afin de justifier l'utilisation d'un biocide non oxydant en continu : l'installation est ancienne (1999) avec un circuit ainsi que des TAR vieillissants et endommagés par endroit par de la corrosion. Un traitement biocide oxydant en continu serait agressif pour les métaux en présences dans l'installation (acier galvanisé). Les produits de dégradation sont également mentionnés. La stratégie mise en place semble satisfaisante : sur l'année 2021, sur 14 prélèvements et analyses, aucun dépassement du seuil de concentration en legionella pneumophila n'a été constaté. Aucune détection de flore interférente n'a également été détectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Qualité des rejets de purges

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaire doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif muni ou non de station d'épuration : - phosphore : - flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle ; - flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour : 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle ; - flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour : 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle ; - fer et composés : 5 mg/l ; - plomb et composés : 0,5 mg/l ; - nickel et composés : 0,5 mg/l ; - arsenic et composés : 50 µg/l ; - cuivre et composés : 0,5 mg/l ; - zinc et composés : 2 mg/l ; - THM (TriHaloMéthane) : 1 mg/l ; - composés organiques halogénés (en AOX) : 1 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j.
Constats : La dernière analyse de juin 2021 a mis en avant des rejets non-conformes sur les paramètres suivants : - zinc : concentration mesurée de 8 mg/l (VLE de 2 mg/l) - Cuivre : concentration mesurée de 9 mg/l (VLE de 0,5 mg/l) - Aox : concentration mesurée de 1,9 mg/l (VLE de 1 mg/l) - TriHaloMéthane : concentration mesurée de 2,4 mg/l (VLE de 1 mg/l) L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier ces dépassements. La société TRESCH présente lors de l'inspection a indiqué réaliser également des contrôles de la qualité des purges. L'analyse de juillet 2021 (pas d'analyse en juin 2021) ne montrait aucune non-conformité. L'exploitant doit procéder sous 1 mois à une contre analyse par un laboratoire de contrôle de la qualité des rejets sortant de son installation. Lors du contrôle de juillet 2021, la société TRESCH avait identifié l'absence de stock de produits du biocide non oxydant ainsi qu'un niveau faible sur les autres produits de traitement en injection continue ou choc (3 fois par semaine) via des pompes doseuses. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a fait le même constat avec un niveau bas notamment sur le produit ALG600. L'inspection a demandé suite à ce constat d'améliorer la gestion des produits de traitement afin de s'assurer en permanence de leur disponibilité : à la demande de l'inspection, le jour même, l'exploitant a mis en place sur chaque bac d'injection un seuil correspondant au niveau bas à ne pas dépasser et a transmis à l'inspection les justificatifs. L'exploitant doit compléter son plan de surveillance hebdomadaire afin que lors de cette surveillance, le niveau bas soit vérifié sur chaque bac d'injection. Une procédure associée à ce plan de surveillance doit également être mise en place : cette procédure doit spécifier les actions à réaliser suite à ce contrôle hebdomadaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-78
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99. Constats : L'exploitant a présenté lors de l'inspection les 5 attestations de capacité des entreprises intervenant sur le site. Les attestations ont des dates de validité conformes (inférieures à 5 ans).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-106
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R 543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés. Constats : Les attestations d'aptitude de chaque opérateur intervenant ont pu être présentées lors de la visite. Seule la société CIMA n'a pas souhaité transmettre à l'exploitant l'attestation de son opérateur. Suite à un courriel de la DREAL du 15 février 2021, la société CIMA a transmis l'attestation de l'opérateur intervenant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article 11
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée 3. Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. 4. Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : Le site dispose encore d'équipements frigorifiques contenant des HCFC. Suite au contrôle d'étanchéité de 2021 où une fuite a été détectée sur l'appareil cellule 3 Cuisines contenant 20 kg de R22, l'exploitant a procédé à son remplacement. Le certificat de destruction (N°M210609180) du 01/07/2021 a été présenté lors de l'inspection et aucun rechargement ni opération n'a été effectué.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article Art. R. 543-79 et Art. R. 543-81
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée Art. R. 543-79 et Art. R. 543-81 du code de l'environnement Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française. Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement. Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'Etat dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe la périodicité et les conditions des contrôles d'étanchéité des équipements.
Constats : L'exploitant a présenté lors de l'inspection son tableau de suivi des installations frigorifiques : ce tableau indique pour chaque appareil le type de fluide frigorigène, la quantité totale présente de fluide frigorigène ainsi que la périodicité des contrôles d'étanchéité. L'inspection a choisi par sondage de contrôler 3 appareils : <ul style="list-style-type: none">- cuisine cellule 3 (20 kg de R22) : voir constat précédent où suite à une fuite en 2021, l'équipement a été remplacé- groupe froid TRANE (200 kg R134A) : les deux derniers contrôles d'étanchéité ont été présentés en inspection et n'appelle pas d'observation.-centrale cuisine (134 kg R448A) : l'exploitant n'a pas respecté la périodicité semestrielle entre les 2 derniers contrôles (29/04/2021 et 01/02/2022). Ce retard était lié à un changement de prestataire en fin d'année 2021. Toutefois, un contrôle ayant été réalisé récemment, ce constat n'est pas identifié comme un fait non conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R543.82
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R. 543-179 à R. 543-206. Constats : Des travaux (déplacement évaporateur) ont été réalisés sur le groupe froid Centrale Positive Cuisine (R448A). La fiche d'intervention du 8/12/2020 a été présentée et n'appelle pas d'observation. La fiche d'intervention N°OT2008130452@@ suite à une fuite sur l'équipement Clim Scanner (fluide R410A) en août 2020 a également été présentée. Cette dernière n'appelle pas non plus d'observation. Le certificat d'intervention utilisé par CIMA ne respecte pas l'article R543.82 du code de l'environnement : en effet, cet opérateur n'utilise pas le modèle CERFA. Par courriel du 14 février 2022, un rappel réglementaire a été adressé à la société CIMA par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article Art. R.543-79-1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée A compter du 1er juillet 2016, le contrôle d'étanchéité des équipements est attesté par l'apposition d'une marque de contrôle. Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement et que leur réparation ne peut être faite immédiatement, il est apposé sur l'équipement une marque dite de défaut d'étanchéité. Ces deux marques et les conditions de leur apposition sont définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de vignette apposée sur l'équipement Groupe A (48,6 kg de R452 A) mis en service le 21/07/2021. Sur l'équipement Centrale Cuisine (135 kg de R448A), l'étiquette n'a pas été mise à jour suite au dernier contrôle d'étanchéité du 01 février 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet